



COMITÉ DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE

Trente-neuvième session

Rome (Italie), 15-20 octobre 2012

Point V.e de l'ordre du jour

**LUTTER CONTRE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LES PAYS
EN SITUATION DE CRISE PROLONGÉE**

Conclusions du Forum d'experts de haut niveau - 13-14 septembre 2012

Questions portées à l'attention du Comité de la sécurité alimentaire mondiale

Le Comité se félicite des travaux du Forum d'experts de haut niveau sur l'insécurité alimentaire dans les situations de crise prolongée et accueille avec satisfaction le rapport relatif aux débats et aux conclusions du Forum, tel que résumé dans le document CFS 2012/39/7. Plus particulièrement, le Comité:

- 1) prend acte de la gravité, des caractéristiques particulières et de la nature de l'insécurité alimentaire dans les situations de crise prolongée;
- 2) note que les conclusions et les recommandations du Forum contribueront à orienter les mesures qui seront prises à l'avenir pour promouvoir la sécurité alimentaire dans les pays en situation de crise prolongée et dans les contextes de crise prolongée;
- 3) réitère son soutien en faveur de la conduite d'un processus consultatif auprès de toutes les parties prenantes concernées, en vue de présenter au CSA, pour examen en plénière, un «programme d'action en faveur de la sécurité alimentaire dans les pays en situation de crise prolongée» qui reprenne, selon qu'il convient, les éléments fournis au paragraphe 28 du document CFS 2012/39/7;
- 4) demande au Bureau du CSA de superviser, en consultation avec le Groupe consultatif et le Secrétariat, le processus d'élaboration d'un «programme d'action», conformément aux décisions prises par le Comité, à ses trente-sixième et trente-septième sessions;
- 5) appelle toutes les parties prenantes à prendre des mesures immédiates, constructives et cohérentes pour promouvoir la sécurité alimentaire et la nutrition dans les contextes de crise prolongée.

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires. La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur internet, à l'adresse www.fao.org.

I. INTRODUCTION

1. À sa trente-sixième session, en 2010¹, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) a été saisi du rapport sur l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2010 (SOFI) dont le thème était: Combattre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées. Reprenant le même intitulé, une Table ronde a aussi été consacrée à ce thème. L'une des recommandations formulées par le CSA, à sa trente-sixième session, visait à étudier la possibilité d'organiser un Forum d'experts de haut niveau sur les situations de crise prolongée, au plus tard en 2012, en vue de débattre de l'élaboration d'un nouveau programme d'action en faveur de la sécurité alimentaire dans les pays touchés par des crises prolongées, en collaboration avec d'autres institutions spécialisées et partenaires humanitaires.

2. À sa trente-septième session, le CSA a approuvé une proposition plus détaillée concernant la façon dont le Forum d'experts de haut niveau pourrait contribuer à la lutte contre l'insécurité alimentaire dans les situations de crise prolongée². Plus précisément, le Comité:

- i) A approuvé la proposition relative à l'organisation d'un Forum d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire dans les pays en situation de crise prolongée, qui devrait déboucher sur un programme d'action en faveur de la sécurité alimentaire dans les pays en situation de crise prolongée;*
- ii) Est convenu que le bureau du CSA veillerait aux modalités d'organisation du Forum en collaboration avec le Secrétariat, le Groupe consultatif et le Groupe d'experts de haut niveau, selon qu'il conviendrait. Le rapport sur les conclusions du Forum sera examiné par le Comité en séance plénière;*
- iii) A approuvé la proposition relative à l'organisation de consultations approfondies de l'ensemble des parties prenantes sur les conclusions du Forum, en vue de présenter un projet de programme d'action en faveur de la sécurité alimentaire dans les pays en situation de crise prolongée qui serait examiné par le CSA en séance plénière selon qu'il conviendrait; et*
- iv) Est convenu que le bureau du CSA arrêterait les dates du Forum compte tenu de l'ensemble du programme de travail du CSA.*

3. C'est dans ce contexte que, sous les auspices du CSA, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Programme alimentaire mondial (PAM) ont organisé le Forum d'experts de haut niveau, en vue d'examiner les problèmes à surmonter et les pistes à suivre pour combattre l'insécurité alimentaire dans les situations de crise prolongée. Le processus a été piloté par un comité directeur dynamique, composé de représentants de la FAO, du FIDA, du PAM, de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, de la Banque mondiale, de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), du Brookings Institute et de la Commission de consolidation de la paix des Nations Unies, ainsi que de représentants de la société civile. Le Secrétariat a régulièrement informé le Bureau et le Groupe consultatif de l'avancée des préparatifs du Forum.

4. Le Forum d'experts de haut niveau sur l'insécurité alimentaire dans les situations de crise prolongée a eu lieu les 13 et 14 septembre 2012, au Siège de la FAO, à Rome. Il a rassemblé plus de cinquante experts venus de différentes organisations, notamment la Banque mondiale, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et l'OCDE, d'organisations de recherche, d'universités, d'administrations publiques et d'organisations de la société civile. Les sessions ont été animées par: Dan Maxwell, professeur associé et directeur de recherche, Feinstein International Center Friedman School of Nutrition Science and Policy Tufts University; Sue Lautze, fonctionnaire principale chargée de programme, FAO; François Grunewald, directeur exécutif – Groupe URD; et Alexandra Trzeciak-Duval, chef de division, Division de la coordination des politiques, Direction de la coopération pour le développement, OCDE. La séance finale du Forum, qui a été consacrée à «la voie à suivre» et à la formulation d'éléments utiles à l'élaboration d'un «programme d'action», a été conduite par David

¹ CFS 2010/FINAL REPORT – paragraphes 24 et 25.

² CFS 2011/FINAL REPORT – paragraphe 64.

Nabarro, coordinateur de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire et Représentant spécial du Secrétaire général pour la sécurité alimentaire et la nutrition.

5. Un aperçu des travaux du Forum d'experts de haut niveau et un résumé des principales conclusions sont présentés ci-dessous. Des informations plus détaillées sur le Forum sont disponibles à l'adresse <http://www.fao.org/cfs/cfs-home/hlef-home/fr/>.

II. APERÇU DES TRAVAUX DU FORUM D'EXPERTS DE HAUT NIVEAU SUR L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LES SITUATIONS DE CRISE PROLONGÉE

6. L'objectif principal du Forum était de donner aux experts et aux principales parties prenantes la possibilité de débattre librement des questions liées à l'insécurité alimentaire dans les situations de crise prolongée et de définir les mesures à prendre immédiatement et les éléments susceptibles de servir de base à un programme d'action qui serait ensuite examiné par le CSA. De plus, le Forum a favorisé les consultations et le dialogue pour améliorer l'entente et renforcer la coopération, afin que les problèmes de sécurité alimentaire et de nutrition dans les situations de crise prolongée soient traités efficacement.

7. Le Forum a consisté en cinq débats d'experts interactifs, au cours desquels sont intervenus des praticiens et des universitaires spécialisés en matière de sécurité alimentaire et de consolidation de la paix, des responsables politiques nationaux et régionaux et des représentants de la société civile possédant une connaissance et une expérience spécifiques des interactions qui existent entre l'insécurité alimentaire et les autres dimensions des crises prolongées. Les participants ont dialogué librement avec les experts, puis les présidents et les animateurs des débats ont résumé les points de consensus pour chaque débat. Les principaux points à examiner pendant le Forum étaient résumés dans quatre documents de travail portant sur le thème de la lutte contre l'insécurité alimentaire dans le contexte des crises prolongées³. Ces documents de travail étaient tirés d'une série d'études de référence rédigées par des praticiens et des experts reconnus et reprenaient aussi les résultats d'une consultation technique de deux jours des auteurs des études, qui a été organisée à la FAO les 28 et 29 juin 2012.

Débat d'experts 1: Causes et conséquences de l'insécurité alimentaire dans les situations de crise prolongée

8. Le premier débat a porté sur l'ensemble des causes et des conséquences complexes et imbriquées qui caractérisent les crises prolongées (qu'il s'agisse de crises provoquées par l'homme ou de crises environnementales) et a donné aux participants une première vision commune des principaux aspects de la sécurité alimentaire dans les crises prolongées. Il a été unanimement reconnu que les pays en situation de crise prolongée présentaient un certain nombre de caractéristiques identiques (comme le décrit le SOFI 2010) et avaient besoin d'interventions politiques et opérationnelles similaires. Cependant, il a été admis qu'il fallait conduire une analyse spécifique du contexte si l'on voulait comprendre les causes profondes d'une crise prolongée donnée, pour adapter la réponse et élaborer des stratégies intégrées permettant de répondre aux besoins à court terme et à long terme. Il est ressorti du débat qu'il était important de donner au pays et à la région un meilleur contrôle des interventions et, plus précisément, que cette maîtrise devait reposer sur la consultation et la participation d'une série d'acteurs locaux, notamment la société civile. De même, les outils et les processus d'analyse devaient être de nature multidimensionnelle et être déployés de manière à ce que le pays et toutes les parties prenantes maîtrisent mieux, à la fois les activités permettant de bien comprendre la situation de crise et les activités de planification des interventions à mettre en œuvre.

9. Le premier débat a aussi porté sur la forte interaction qui existait entre la sécurité alimentaire et la gouvernance/fragilité, plusieurs experts et participants ayant souligné que le succès et la pérennité des interventions relatives à la sécurité alimentaire dépendaient en grande partie de la confiance et de la légitimité dont jouissaient les gouvernements. Il y a eu consensus sur le fait que les interventions

³ Les documents de travail sont disponibles à l'adresse <http://www.fao.org/cfs/cfs-home/hlef-home/fr/> dans toutes les langues de travail de l'Organisation des Nations Unies, tandis que les documents de référence sont disponibles en anglais seulement.

relatives à la sécurité alimentaire pouvaient elles-mêmes concourir à l'amélioration de la gouvernance (par exemple, grâce à l'adoption des principes de participation ouverte à tous et de transparence) et que les acteurs de ces interventions devaient donc s'efforcer de travailler non seulement «dans», mais aussi «sur» les situations de crise prolongée. En d'autres termes, lors des crises prolongées, les activités liées à la sécurité alimentaire devraient s'insérer dans des interventions plus générales et y contribuer. Les évaluations, appelées «évaluations de la fragilité», qui ont été récemment conduites par les pays dans le cadre du «New Deal»⁴ ont placé la sécurité alimentaire parmi à la fois les causes et les voies de sortie de la fragilité. Ce résultat a confirmé qu'il existait une interconnexion importante entre la sécurité alimentaire et la gouvernance/fragilité et qu'il y avait là une piste à suivre pour décider des mesures à prendre à l'avenir.

10. Les liens qui existent entre la sécurité alimentaire, les conflits et les violences – qui figurent parmi les principales caractéristiques des crises prolongées – ont également été mis en relief. Il a été noté que les programmes de sécurité alimentaire pouvaient contribuer à la réalisation des objectifs de consolidation de la paix, grâce à des activités promouvant la cohésion sociale, la participation de tous et la confiance et, dans le même ordre d'idée, qu'il était nécessaire de promouvoir les moyens d'intégrer la 'sécurité' dans les programmes de 'sécurité alimentaire' (c'est-à-dire, aller au-delà du principe consistant à 'ne pas nuire' et être attentif à la protection). Les participants ont conclu qu'il fallait compléter l'analyse de la sécurité alimentaire par une analyse des conflits et par des évaluations de l'économie politique, afin de dégager des éléments permettant de concevoir et d'exécuter des programmes de sécurité alimentaire adaptés et de faire en sorte que ces programmes s'insèrent dans des initiatives plus larges visant à promouvoir la paix et à atténuer la fragilité.

11. Les participants ont aussi débattu des points forts et des points faibles d'une analyse des crises prolongées fondée sur le pays en tant qu'unité d'analyse, dans la mesure où les crises récurrentes et/ou prolongées ont souvent une définition et des répercussions qui débordent des frontières nationales. Quoi qu'il en soit, faute des données nécessaires, l'analyse du SOFI a été limitée au niveau national.

12. Enfin, les participants ont indiqué plusieurs autres facteurs - qui étaient susceptibles de déclencher et/ou d'entretenir des crises prolongées - notamment le changement climatique, la distribution des terres et les inégalités sociales et économiques.

Débat d'experts 2: La politique et la gouvernance en tant que catalyseurs du changement: possibilités et problèmes

13. Le deuxième débat a porté sur le rôle joué par la gouvernance et la politique dans les crises prolongées et, plus précisément, sur les institutions formelles et informelles existant aux niveaux national et local. Les participants sont convenus que les efforts déployés pour renforcer les systèmes de gouvernance revêtaient une importance critique. De l'avis général, il est nécessaire de conduire des actions concertées en matière de gouvernance et de politique, parallèlement aux activités de lutte contre l'insécurité alimentaire, et de veiller à ce que les actions qui visent à améliorer la gouvernance concernent non plus seulement les entités du gouvernement central mais aussi une gamme plus large de parties prenantes et d'institutions qui ont un impact sur les moyens d'existence ruraux.

14. Les participants ont noté que bon nombre des acteurs de la lutte contre l'insécurité alimentaire lors des situations de crise prolongée n'étaient pas les principaux agents chargés de s'attaquer aux aspects plus généraux, tels que la gouvernance et les politiques. Cependant, les acteurs de la sécurité alimentaire pourraient tirer des éléments utiles des outils et des orientations liés à l'analyse de la gouvernance et de l'économie politique, que ce soit pour améliorer l'élaboration des programmes de sécurité alimentaire ou que ce soit pour asseoir les décisions importantes concernant quand et comment intervenir sur les questions de gouvernance et de politique. Ces décisions portent sur des questions variées qui vont de la possibilité d'utiliser les programmes de sécurité alimentaire comme un

⁴ Lors du quatrième Forum de haut niveau pour renforcer ensemble l'efficacité de l'aide au développement qui s'est tenu à Busan, plusieurs pays et organisations internationales ont approuvé un accord relatif à un nouveau type d'engagement dans les États fragiles. Le «New Deal», ou nouvelle donne, pour l'engagement dans les États fragiles fixe cinq objectifs — politique légitime, justice, sécurité, fondements économiques et revenus et services — qui précisent les domaines d'intervention prioritaires dans ces États. Veuillez vous référer au site web: <http://www.oecd.org/international%20dialogue/anewdealforenagementinfragilestates.htm> .

moyen de renforcer le capital social ou de soutenir les mécanismes de protection sociale traditionnels, jusqu'à la nécessité éventuelle de collaborer avec des acteurs militarisés.

15. Les débats ont aussi porté sur certains des domaines où une amélioration serait essentielle pour lutter plus efficacement contre l'insécurité alimentaire dans les situations de crise prolongée, notamment: l'adoption d'approches du financement/de l'investissement plus flexibles et plus stables (c'est-à-dire dépasser la dichotomie qui existe entre le financement humanitaire et le financement du développement et réduire la variabilité du niveau d'investissement avant, pendant et après les crises); l'amélioration de la coordination (analyse commune, stratégies intégrées); et l'établissement de systèmes de suivi plus efficaces (c'est-à-dire de meilleurs systèmes de suivi des résultats et de suivi qui soient conçus pour aider les praticiens à s'adapter et à réagir face à l'évolution rapide du contexte).

16. L'importance de l'obligation de rendre des comptes a aussi été soulignée. Il est nécessaire de renforcer et de soutenir les mécanismes visant à garantir le respect et l'application du droit international et des principes humanitaires. En outre, les participants ont noté qu'il était potentiellement possible de renforcer l'obligation de rendre des comptes, dans le cadre du dialogue sur l'après OMD, concernant les objectifs de consolidation de la paix et de construction de l'État.

Débat d'experts 3: Résilience des individus, des ménages, des communautés et des institutions dans les situations de crise prolongée

17. Les crises prolongées tendent à éroder la capacité des personnes et des groupes vulnérables à s'adapter, ce qui se traduit souvent par l'adoption de stratégies d'adaptation non durables. Les crises prolongées liées à un conflit peuvent entraîner des changements irréversibles et souvent nocifs pour les individus (en particulier les séquelles de la malnutrition sur le long terme), les institutions et les sociétés. La capacité d'adaptation, ou «résilience», se trouve à la croisée de la programmation fondée sur les risques et de la programmation sensible aux enjeux des conflits. Une approche axée sur la résilience vise à renforcer la capacité de réagir et d'innover, pour faciliter l'adaptation à la crise pendant de longues périodes, et encourage l'élaboration de stratégies de redressement susceptibles de rendre le futur plus sûr. Compte tenu de ces réalités, le groupe d'experts a examiné l'intérêt de la programmation axée sur la résilience.

18. La nature locale et contextuelle des stratégies d'adaptation reflète la nature locale et contextuelle des crises elles-mêmes. Il a été largement admis qu'il était nécessaire de commencer à examiner la résilience au niveau individuel avant de remonter aux niveaux des ménages, des communautés et des institutions. De plus, les participants ont souligné qu'il fallait veiller à ce que les programmes de renforcement de la résilience soient en prise sur la demande et reposent sur une bonne compréhension des besoins et des stratégies de gestion des risques et d'adaptation des populations locales.

19. Les participants ont reconnu l'intérêt du concept de résilience pour les raisons suivantes: la résilience reconnaît les individus en tant qu'acteurs; elle met l'accent simultanément sur les besoins à court terme et sur les investissements à long terme; elle stimule la création de partenariats nouveaux et variés; et elle contribue à faire tomber les barrières qui existent entre les sources de financement humanitaire et les sources de financement du développement. Les participants ont aussi fait valoir que la programmation axée sur la résilience avait entraîné des changements novateurs en matière de financement (par exemple, l'approche des modificateurs en cas de crise qui a été adoptée par l'USAID pour accroître la flexibilité du financement). La programmation axée sur la résilience présente d'autres avantages, car elle favorise notamment: la collaboration avec les marchés et le secteur privé; la promotion de l'autonomisation des femmes, en tant que facteur clé de la résilience des individus et des ménages; et les synergies entre les secteurs dans lesquels interviennent différents acteurs internationaux et nationaux (par exemple le changement climatique, l'eau, etc.).

20. Les participants aux débats sont convenus qu'il serait utile de créer une communauté de pratique sur le concept de résilience, qui soit une plate-forme de partage des connaissances, où les données, les outils et les enseignements relatifs aux nouvelles approches du renforcement de la résilience dans les situations de crise prolongée pourraient être rassemblés.

Débat d'experts 4: Créer des partenariats pour briser les cycles des crises récurrentes ou prolongées: enseignements tirés de l'expérience

21. Pendant le quatrième débat, les participants ont pu échanger des enseignements spécifiques sur la création de partenariats propres à aider les pays à sortir des crises prolongées. De l'avis général, il est impératif d'améliorer au cours de la prochaine décennie, et ce de manière drastique, tant les modalités d'engagement dans les actions internationales et nationales de promotion de la sécurité alimentaire lors des crises prolongées, que leurs résultats. Les experts ont recensé les différents types de partenariats et les nouvelles façons de travailler qui se sont révélés efficaces pour lutter contre l'insécurité alimentaire dans les situations de crise prolongée (ou pour prévenir la transformation de chocs ponctuels en crises prolongées) et qui pourraient servir de modèles lors de la révision des modalités d'engagement. Une caractéristique fondamentale de ces nouveaux modèles de partenariat est la détermination de tous les acteurs à s'attaquer aux causes sous-jacentes des crises prolongées et non pas uniquement à leurs conséquences immédiates. En outre, les acteurs internationaux et nationaux doivent s'engager à fournir un soutien plus prévisible pour les besoins prévisibles (par exemple, investir dans des systèmes de protection sociale stables).

22. Les participants sont tombés d'accord sur le fait qu'il était nécessaire de soutenir les institutions et les acteurs nationaux et locaux, de manière à leur donner les moyens d'agir et de renforcer leurs propres capacités de lutte contre l'insécurité alimentaire. À cet effet, il est essentiel de placer les principales parties prenantes - individus et communautés - au cœur des systèmes et des processus concernant la programmation et l'obligation de rendre des comptes. Les efforts visant à promouvoir la construction de l'État dans les crises prolongées doivent accorder une place suffisante au renforcement des institutions et des capacités dans les communautés locales ainsi qu'à la protection et à l'amélioration de la résilience. Les participants ont préconisé la création de synergies entre les initiatives qui sont conduites actuellement aux niveaux mondial et régional (par exemple, le New Deal, le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) du NEPAD, l'Autorité intergouvernementale pour le développement, le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel, etc.). Parmi les nouveaux modes de collaboration avec différents groupes de partenaires, ceux qui donnent de bons résultats (par exemple, les stratégies intégrées/l'analyse FAO/PAM/UNICEF en Somalie; ou USAID/Éthiopie) devraient être reproduits. Les participants ont jugé qu'il était crucial de collaborer plus explicitement, dans le cadre de partenariats, avec le secteur privé (en particulier les exploitants agricoles et leurs organisations), les parties prenantes marginalisées (c'est-à-dire les femmes, les peuples autochtones, les pasteurs, etc.) et la société civile en général.

23. Au cours de l'examen des enseignements tirés de l'expérience, les participants au Forum ont insisté sur le fait que la nutrition et la sécurité alimentaire étaient étroitement liées. Les donateurs, les experts et les praticiens intervenant aux niveaux régional et national ont tous affirmé que, dans le cadre des efforts entrepris pour renforcer la résilience, la nutrition devrait être un élément central de l'analyse et de la programmation. Ils ont conclu que les activités relatives à la nutrition – et ce que cela implique pour les partenariats - devraient être un élément central de toutes les futures stratégies d'intervention dans les situations de crise prolongée.

24. Les participants ont déterminé les principaux critères qui contribuaient au succès d'un partenariat: la confiance, la flexibilité et des valeurs et des objectifs communs. Ils ont aussi reconnu qu'optimiser la collaboration entre institutions et secteurs représentait une tâche ardue par nature, de même que garantir l'exécution rapide et réactive des programmes sur le terrain. Les participants au Forum ont souligné que les contraintes de temps posaient souvent des problèmes particulièrement difficiles à résoudre et qu'il fallait absolument mettre à contribution et élargir le précieux réseau de parties prenantes qui avait été créé par le biais du Forum d'experts de haut niveau, dans le but global de s'engager collectivement à travailler ensemble selon de nouvelles modalités jusqu'à l'obtention de résultats durables.

Débat d'experts 5: Aller de l'avant: éléments pour un programme d'action

25. Le débat final a consisté à faire fond sur les principes, les avis et les recommandations qui avaient été formulés pendant les quatre premiers débats pour définir les principales actions qui

donneront une impulsion à la lutte contre l'insécurité alimentaire dans les situations de crise prolongée. Les experts et les participants ont confirmé que les facteurs de l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées pouvaient différer selon le contexte, mais qu'il existait des caractéristiques et des problèmes communs. Ces points communs plaident fortement en faveur de l'élaboration d'un programme d'action - fondé sur le consensus général des parties prenantes - pour orienter les actions aux niveaux mondial, régional et national. Des participants ont demandé si, compte tenu des perceptions politiques que pouvait susciter l'expression «insécurité alimentaire dans les pays en situation de crise prolongée», les gouvernements n'en préféreraient pas une autre. Mais, tant à sa trente-sixième qu'à sa trente-septième session, le CSA a approuvé l'expression «insécurité alimentaire dans les pays en situation de crise prolongée», qui est utilisée dans la documentation antérieure et dans le SOFI 2010. De plus, l'expression est associée à des analyses, des politiques, des actions et des processus spécifiques. Certains participants ont fait valoir que les caractéristiques et les problèmes communs aux pays qui se battaient pour instaurer la sécurité alimentaire dans des conditions hostiles étaient plus importants que l'expression utilisée pour les désigner.

26. Les experts et les participants ont recensé plusieurs mesures qui étaient susceptibles d'être prises immédiatement et que différentes parties prenantes pourraient prendre en considération, notamment: intégrer, à titre d'initiative pilote, la sécurité alimentaire dans d'autres grands programmes et plans d'action, tels que le New Deal pour l'engagement dans les États fragiles; promouvoir le renforcement de la résilience, comme une activité centrale, dans certaines interventions de lutte contre l'insécurité alimentaire dans des situations de crise prolongée; transposer à plus grande échelle les mécanismes de financement flexible dont l'utilisation a donné de bons résultats (à court terme, à long terme); et créer une plate-forme de connaissances multipartite pour échanger les enseignements tirés de l'expérience et les analyses liées à la question.

27. Les participants ont aussi martelé avec conviction qu'il n'était plus tolérable que des zones géographiques spécifiques ou des groupes de population/communautés spécifiques souffrent en permanence d'insécurité alimentaire en raison de crises prolongées. Le groupe d'experts a appelé toutes les parties prenantes représentées au Forum d'experts de haut niveau à contribuer au lancement d'un processus de transformation et, à cet effet, à faire en sorte que les besoins des pays en situation de crise prolongée – notamment, des stratégies pour lutter contre l'insécurité alimentaire qui les touche en permanence et qui est liée à l'instabilité sociétale de manière plus générale – soient au premier plan d'un nouvel engagement en vue d'améliorer et d'accroître les investissements de ressources consentis par les gouvernements et les collectivités locales, la communauté internationale, les entités régionales, le monde des affaires et la société civile. Un tel processus de transformation exige de nouvelles solutions et de nouvelles manières de travailler en partenariat, pour accomplir des progrès significatifs.

28. Sur la base des conclusions des débats, les participants ont proposé qu'un programme d'action soit élaboré - sous les auspices du CSA et en consultation avec les principales parties prenantes - à partir des éléments suivants:

- Il est reconnu qu'il est capital que les pays maîtrisent les stratégies d'intervention et soient tenus d'en rendre compte;
- Il est reconnu que les entités régionales jouent un rôle de soutien, en aidant les pays en situation de crise prolongée à intégrer la sécurité alimentaire dans leurs plans de développement et de réforme de la gouvernance;
- Il est reconnu que, pour s'attaquer aux causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire dans les situations de crise prolongée, les institutions sociales locales, la société civile et le secteur privé sont des acteurs importants;
- Il est reconnu que les processus liés à la gouvernance, à la fragilité et à la consolidation de la paix jouent un rôle déterminant dans la lutte contre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées et, inversement, que la sécurité alimentaire a des incidences sur la fragilité de l'État et la résolution des conflits. En particulier:
 - les considérations, les investissements et la planification liés à la sécurité alimentaire doivent être pleinement intégrés dans les diverses grandes initiatives – telles que le New Deal pour l'engagement dans les États fragiles – qui visent la consolidation de la

- paix et la construction de l'État ainsi que la réduction de la pauvreté et de la vulnérabilité dans les situations de fragilité, de conflits et de gouvernance défailante;
- la sécurité alimentaire et les outils analytiques connexes doivent être incorporés dans les cadres analytiques pertinents tels que ceux qui concernent la consolidation de la paix, dans l'analyse des conflits/de l'économie politique et dans les évaluations relatives à la fragilité de l'État;
 - Il est reconnu qu'il est nécessaire de concevoir des mécanismes de financement plus flexibles, réactifs et stables et des modalités d'investissement adaptées aux besoins spécifiques liés aux situations de crise prolongée. Dans le cadre du processus consultatif, les partenaires qui fournissent des ressources devraient être invités à proposer des stratégies et des mesures spécifiques permettant d'y parvenir.
 - Priorité doit être donnée aux actions qui adoptent des approches axées sur les résultats, visent des objectifs réalistes et responsabilisent toutes les parties prenantes pour les interventions de lutte contre l'insécurité alimentaire dans les contextes de crise prolongée;
 - Il est reconnu que la «programmation sur le renforcement de la résilience» se prête à l'élaboration de stratégies et de programmes intégrés permettant à la fois de répondre aux besoins de sécurité alimentaire immédiats qui apparaissent dans les contextes de crise prolongée et de s'attaquer sur le long terme aux causes structurelles qui sous-tendent l'insécurité alimentaire dans les situations de crise prolongée;
 - Il conviendrait de mettre en place une plate-forme d'échange des connaissances et des expériences entre les praticiens et les responsables politiques nationaux et régionaux ainsi que les organisations internationales et les bailleurs de fonds, qui travaillent sur l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées, en vue d'intégrer systématiquement les enseignements tirés de l'expérience dans les stratégies d'intervention;
 - Il faut étudier les actions préventives, préparatoires et rapides (conduites par les parties prenantes concernées) qui pourraient aider les pays à éviter que les chocs ne dégénèrent en crises prolongées et qui pourraient atténuer les incidences négatives des chocs inévitables;
 - Il est nécessaire d'élaborer un programme de transformation qui favorise:
 - a) une compréhension plus approfondie des causes multidimensionnelles des crises prolongées;
 - b) la mise au point continue et le partage d'outils analytiques plus efficaces, pour faciliter l'identification des causes profondes ainsi que la conception de la série d'interventions politiques et techniques requise pour y remédier;
 - c) la mise en œuvre de nouvelles modalités de collaboration en partenariat dans les situations de crise prolongée et d'une action harmonisée aux niveaux mondial, régional, national et local;
 - d) l'amélioration du suivi global de la réduction du nombre de pays touchés par des crises prolongées et de la prévalence de l'insécurité alimentaire dans ces pays, notamment au moyen de l'intégration dans des initiatives plus larges de suivi et d'analyse de l'insécurité alimentaire, ou de partenariat avec ces initiatives.
 - Élaboration d'un programme d'action par le biais d'un processus entièrement consultatif et ouvert à la participation de tous, qui recueille aussi le soutien des différents grands processus politiques de niveaux national, régional et mondial (par exemple, le G20, le G7+, le PDDAA, l'Union africaine, etc.).